

Communiqué de Presse

Jeudi 20 Octobre 2005 à 00:01 GMT

Pour toute information supplémentaire, jusqu'au 21 Octobre, veuillez contacter:
Coimbra Sirica au + 1 631 757 40 27 ou au + 1 631 836 3181 (portable),
ou Preeti Singh au +1 301 652 1558, poste 101.

Des experts internationaux réclament une nouvelle approche pour s'assurer que les défis portés à l'accès aux données et à leur gestion ne ralentissent pas le progrès scientifique

Une étude de l'ICSU s'interroge sur la révolution de la production et de la distribution des données qui a transformé la science mais a soulevé de nouvelles barrières et de nouvelles inégalités

Suzhou, Chine—Des changements complexes pour la production de données, leur distribution et archivage – et les questions qu'ils posent sur qui doit payer pour les données ou qui peut y avoir accès - devraient provoquer une initiative internationale pour s'assurer que les scientifiques du monde entier, actuels et futurs, pourront obtenir les informations dont ils ont besoin. C'est la conclusion d'un rapport sur les défis portés à la gestion des données et à leur accès, présenté aujourd'hui au Conseil International pour la Science (ICSU).

Le rapport – écrit par un groupe d'experts réuni par l'ICSU – a été formellement présenté aujourd'hui au cours de la 28^{ème} Assemblée Générale de l'ICSU, à Suzhou, en Chine. Il appelle à l'établissement d'un forum international de données et d'informations scientifiques, pour promouvoir une approche internationale coordonnée de la collection et de la distribution des données. Un tel forum pourrait aussi jouer un rôle clé pour s'assurer que les scientifiques des pays en voie de développement ont un accès équitable aux données et aux informations scientifiques.

« La réunion des données, leur analyse et leur distribution ont été profondément changées, de manière positive, par des avancées gigantesques sur le matériel informatique, les logiciels ou la connectivité. Le résultat est que les scientifiques peuvent désormais accéder à des données d'une qualité jamais atteinte encore » précise Roberta Balstad, directrice du Centre pour un Réseau d'Information International sur les Sciences de la Terre de l'Université Columbia et présidente du Groupe d'évaluation sur les données et l'information de l'ICSU.

« Ces technologies merveilleuses amènent cependant aussi de nombreux défis » ajoute-t-elle. « Nous ne disposons par exemple pas toujours du cadre réglementaire et légal indispensable pour tirer le bénéfice maximal de ces données scientifiques. Il nous manque une approche cohérente pour conserver et archiver l'incroyable richesse d'information qui est produite. Par ailleurs, plus il devient indispensable d'avoir accès à des réservoirs profonds et actualisés de données dans les démarches scientifiques modernes, plus les inégalités entre nations riches et pauvres deviennent apparentes ».

Roberta Balstad et ses collègues du Groupe d'évaluation pensent que l'ICSU, avec son adhésion internationale et multi-disciplinaire, « devrait diriger un travail pour identifier et s'interroger sur des questions

de politique et de gestion critiques en relation avec les données et les informations scientifiques et mettre en place un nouveau cadre mondial de politique de gestion des données et de l'information ».

Le groupe a examiné un éventail de questions qui concernent la production de données, leur qualité et leur accès. Le rapport note par exemple que, alors que le financement par le secteur public de la collecte de données s'est révélé « un facteur majeur » de progrès scientifique au cours des 50 dernières années, les décisions à propos des données elles-mêmes sont souvent fragmentées et prises sans consulter la communauté scientifique. Cela peut conduire, dans « les cas extrêmes », à des actions motivées par des facteurs politiques, administratifs ou budgétaires qui endommagent des séries de données, précieuses d'un point de vue scientifique.

En même temps, le Groupe prévient du fait que, alors que le secteur privé prend un rôle plus important dans la collecte et la dissémination des données et, bien que des bénéfices puissent en être tirés, il existe également un risque de voir les demandes du marché, et non les priorités scientifiques, déterminer ce qui est collecté et conservé, ainsi que ceux qui y ont accès. Le Groupe note que l'intérêt commercial dans la collection des données peut mener vers des licences, des frais d'utilisation et des droits de propriété intellectuelle sur ces données, qui pourraient devenir des facteurs limitants pour la recherche.

Le rapport recommande que les données produites commercialement ou par le biais de partenariats public/privé soient offertes à la recherche ou à l'enseignement gratuitement ou à un coût nominal. Le prix et les autres barrières à l'accès aux données scientifiques pèsent le plus sur les chercheurs des pays pauvres. Il leur manque bien souvent les ressources nécessaires pour utiliser des technologies de pointe, comme un accès internet à haut débit, et pour s'acquitter des frais d'accès à certaines sources de données vitales.

« Un des problèmes majeurs que rencontrent les scientifiques des pays à faibles revenus est leur manque d'accès à des publications scientifiques, utiles à la fois pour se renseigner sur les recherches effectuées dans d'autres parties du monde mais également pour transmettre leurs propres résultats de recherche » souligne le rapport. Les scientifiques doivent fréquemment payer pour lire mais également pour publier des articles. Le Groupe note que cette inégalité ne touche pas seulement les scientifiques des pays en voie de développement mais également ceux des nations plus riches qui pourraient bénéficier d'un meilleur échange d'informations et d'une meilleure collaboration.

Les autres défis liés aux données que le Groupe a identifié incluent le besoin de critères, de structures et de modèles pour guider les institutions à atteindre au mieux « la conservation permanente de données et d'informations scientifiques » afin que ce qui est recueilli aujourd'hui puisse être accessible par les générations futures. Il est également nécessaire d'identifier et de sauvegarder les données qui sont « en danger », comme les données qui ne sont pas disponibles en format numérique, enregistrées sur des supports défectueux ou produites par des logiciels obsolètes. Un problème qui, là encore, se ressent plus fortement dans les pays en voie de développement.

Finalement, le Groupe conclut qu'« en focalisant son attention sur la gestion des données et de l'information à long terme, l'ICSU fournira un service précieux à la communauté scientifique dès maintenant et construira une fondation durable pour l'amélioration de la recherche et de l'enseignement scientifique qui pourra bénéficier à la société toute entière ».

Fondé en 1931, le Conseil International pour la Science (ICSU) est une organisation non gouvernementale représentant des adhérents du monde entier appartenant à la fois à des organismes scientifiques nationaux (103 membres) et des unions scientifiques internationales (27 membres). A travers ce réseau international, l'ICSU coordonne des recherches interdisciplinaires pour aborder des questions qui ont une influence à la fois sur la science et sur la société. Par ailleurs, le Conseil défend la notion de liberté de pratique de la science, promeut l'accès équitable aux données et à l'information scientifiques, soutient l'éducation scientifique et l'acquisition d'expérience en sciences.

Contact (à partir du 22 Octobre): Carthage Smith +33 (0)145 250329, carthage@icsu.org;
Roberta Balstad, roberta@ciesin.columbia.edu
et pour plus d'information, voir aussi http://www.icsu.org/3_mediacentre/GA.html